

## Burundi : liberté provisoire pour six lycéens mineurs inculpés d'outrage à chef d'Etat

Arrib News, 07/06/2016 – Source AFP Six lycéens mineurs, incarcérés et inculpés d'outrage à chef d'Etat pour avoir dégradé des photos du président Pierre Nkurunziza, dans le centre du Burundi, ont bénéficié de la liberté provisoire mardi, a-t-on appris de sources judiciaires. "Six des onze lycéens incarcérés à la prison de Muramvya viennent de passer devant la chambre du Conseil (équivalent en France du juge des libertés et de la détention, ndlr), qui a décidé de leur accorder la liberté provisoire", a déclaré une source judiciaire, sous couvert d'anonymat.

Il s'agit de trois garçons et de trois filles, âgés de 14 et 17 ans, selon la même source. Le procureur général burundais, Valentin Bagorikunda, a confirmé mardi dans un communiqué que le juge "a remis en liberté provisoire" les six mineurs. Les cinq autres lycéens sont âgés de plus de 18 ans. Vendredi, les services secrets burundais avaient arrêté dans des lycées et collèges de Muramvya, chef-lieu de la province du même nom, à 50 km à l'est de Bujumbura et des environs, une vingtaine d'élèves accusés d'avoir griffonné sur la photo de M. Nkurunziza dans des manuels scolaires. Deux lycéens et un motard ont été blessés par balle lors des manifestations de centaines de lycéens qui ont suivi les premières arrestations, selon plusieurs témoins. Onze lycéens ont finalement été inculpés d'outrage à chef d'Etat, un délit passible d'une peine de cinq à 10 ans de prison, selon le code pénal burundais. Une dizaine d'autres élèves âgés de moins de 14 ans, la majorité pénale au Burundi, avaient été relâchés dès vendredi. Il y a une dizaine de jours, plus de 300 collégiens de 8e année, entre 14 et 16 ans, de Ruziba, dans la périphérie sud de Bujumbura, avaient été renvoyés pour les mêmes motifs. Dans certains livres, les yeux du président ont été troués. Dans sa photo a été gribouillée ou des propos insultants à son égard ont été inscrits. Le Burundi a plongé dans une grave crise émaillée de violences lorsque le président Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature pour un troisième mandat, avant d'être réélu en juillet. Les violences ont déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 personnes à quitter le pays.